



Cahier des Clauses Administratives Particulières

Travaux de mise en accessibilité de
l'ERTS Olivet



MAITRE D'OUVRAGE

ERTS Olivet

2032 rue de Général de Gaulle
45160 OLIVET

Tél. : 02.38.69.17.45 / Fax : SO

Date et heure limite de remise des offres :

Le 26/10/2020 13:00:00, délai de rigueur



SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHÉ.....	4
1. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	4
2. TRANCHES ET LOTS	4
3. CONTRÔLE DES PRIX	4
4. INTERVENANTS	4
II. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
1. DOCUMENTS PAR ORDRE DE PRIORITÉ	5
III. PRIX, VARIATIONS ET RÉGLEMENTS	6
1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	6
2. CONTENU DES PRIX.....	6
3. VARIATION DANS LES PRIX	7
4. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS	7
5. DÉLAIS DE PAIEMENTS	8
6. INTÉRÊTS MORATOIRES	8
IV. DÉLAI D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS ET PRIMES.....	8
1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	8
2. PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	9
3. PÉNALITÉS POUR RETARD	9
4. PRIMES POUR AVANCE.....	10
5. REPLIEMENT ET REMISE EN ÉTAT	10
6. REMISE DE DOCUMENTS APRÈS EXÉCUTION.....	10
V. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	11
1. RETENUE DE GARANTIE	11
2. AVANCE FORFAITAIRE	11
3. AVANCE SUR LE MATÉRIEL	11
VI. PROVENANCE, QUALITÉ ET CONTRÔLE DES MATÉRIAUX	11
1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	11
2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	11
3. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	12
4. MATÉRIAUX FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	12
VII. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	12
1. PÉRIODE DE PRÉPARATION	12
2. PLAN D'EXÉCUTION, NOTES DE CALCULS, ÉTUDES DE DÉTAILS	12
3. MESURE D'ORDRE SOCIAL	12
4. ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS	12

5. TRAVAUX MODIFICATIFS IMPREVUS.....	13
VIII. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	14
1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES.....	14
2. RECEPTIONS.....	14
3. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	14
4. DELAIS DE GARANTIES.....	14
5. GARANTIES PARTICULIERES.....	15
6. ASSURANCES	15
IX. LE DELAI DE RECOURS PREVU POUR ACCEPTER LE DECOMPTE GENERAL	16
X. RESILIATION DU MARCHE	16
XI. DROIT ET LANGUES.....	16
XII. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

I. Objet du marché

1. Description des travaux

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des marchés relatifs à la construction du programme.

a. Description des travaux

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. Tranches et lots

a. Répartition des lots

Le marché se décompose en 7 lots dont la liste et la dévolution des marchés figurent dans les dispositions communes du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

- LOT 1 : VRD, GROS ŒUVRE, DEMOLITION
- LOT 2 : MENUISERIES EXTERIEURES, SERRURERIE
- LOT 3 : MENUISERIES INTERIEURES, AGENCEMENT, PLATRERIE, SIGNALÉTIQUE
- LOT 4 : PLOMBERIE, SANITAIRES
- LOT 5 : ELECTRICITE, COURANTS FAIBLES, COURANTS FORTS
- LOT 6 : REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS, PEINTURE
- LOT 7 : ASCENSEURS, ELEVATEURS

b. Une seule tranche

Les travaux seront exécutés en une seule tranche.

3. Contrôle des prix

a. Contrôle des prix de revient

Le présent marché est soumis au contrôle des prix de revient tel que défini par l'article 54 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963.

4. Intervenants

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

a. Maîtrise d'œuvre avec mission de base "VISA"

Le marché confié au maître d'œuvre est une mission de base, option "VISA", au sens de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 et du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993.

b. Contrôle technique

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction et les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique figurent au Règlement de la consultation.

c. Coordination sécurité et protection de la santé niveau 3

Conformément à l'article R. 238-8 du Code du Travail la présente opération est classée en 3ème catégorie.

II. Pièces constitutives du marché

1. Documents par ordre de priorité

a. Pièces particulières

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution (Annexe n°1 au CCTP) qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution en début des travaux ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux ;
- Le règlement de la consultation et ses annexes 1 et 2 : grille de valorisation technique ; valeur technique (lot n° 7)
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Les plans de repérage ;

b. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- Norme NF P 01-003 – CCAG Travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés

NOTA :

Les documents généraux précédemment visés sont réputés connus des parties et ne sont pas jointes matériellement aux pièces du marché.

III. Prix, variations et règlements

1. Répartition des paiements

a. Titulaire et ses sous-traitants

La répartition des paiements sera réalisée entre le titulaire et ses sous-traitants en fonction des leurs propres travaux.

b. Mandataire, co-traitants et leurs sous-traitants

Le CDPGF indique ce qui doit être réglé par l'adjudicataire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

2. Contenu des prix

c. Les prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots ;
- des dépenses communes de chantier.
- des dépenses résultant de l'application de la notice S.P.S.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu et si elle ne fait pas l'objet de la procédure définie. Dans les plans et devis descriptif, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner l'adjudicataire sur la nature des travaux à exécuter, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement. Mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'adjudicataire devra exécuter comme étant dans son prix sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont indispensables à l'achèvement complet des travaux. En conséquence, l'adjudicataire ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou devis descriptif pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

d. Prix forfaitaire

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

e. Modalités du règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché. Les états d'avancement des travaux seront constatés et réglés selon les phases techniques suivantes :

- L'adjudicataire présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel suivant le modèle prévu. Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales.
- Après achèvement des travaux, l'adjudicataire présentera un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux prévus au marché et travaux modificatifs (éventuels).

Le décompte devra produire intégralement la décomposition du prix global forfaitaire détaillée.

f. Approvisionnements

Pour l'application du CCAG, il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'adjudicataire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

g. Travaux imprévus

En cas de demandes émanant du maître d'ouvrage, les travaux seront réglés par référence aux prix unitaires figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire ou par des prix librement débattus dans le cas de travaux de nature

différente de ceux prévus au marché ou en l'absence de décomposition détaillée du prix global forfaitaire. Les travaux imprévus acceptés par la personne responsable du marché seront incorporés dans un avenant au marché.

h. Marchés complémentaires

Un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence pourra être passé pour la réalisation de prestations complémentaires identiques à celles du présent marché.

3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Le prix global et forfaitaire est ferme, actualisable suivant les modalités fixées aux articles suivants :

a. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre, ce mois est appelé "mois zéro".

b. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national BT 01.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

c. Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux de la tranche considérée soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

d. Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde de l'adjudicataire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

4. Paiements des co-traitants et sous-traitants

a. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue au CCAG travaux. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du code du travail.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des paiements.

b. Modalités de paiement direct

Entrepreneurs solidaires

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché ;

Co traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement

L'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte. Signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'adjudicataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

5. Délais de paiements

a. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues ne peut excéder :

- 45 jours fin de mois ;
- Ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture

Le paiement du solde est conditionné par la présentation d'un décompte général et définitif.

6. Intérêts moratoires

a. Taux

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points

IV. Délai d'exécution, pénalités et primes

1. Délai d'exécution des travaux

a. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le planning prévisionnel de l'opération. Les délais d'exécution de chaque lot s'inscrivent dans le délai global d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent DCE (Annexe n°1 au CCTP). Ils partent de la première intervention de l'adjudicataire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

b. Calendrier détaillé d'exécution par le maître d'œuvre

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi par le maître d'œuvre en concertation avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier. Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint au présent CCAP. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel deviendra contractuel.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupes d'ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun de lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

La notification vaut ordre de service.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents adjudicataires, le maître d'œuvre pourra être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai global d'exécution des différents lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application du CCAG.

2. Prolongation du délai d'exécution

a. Intempéries

En vue de l'application éventuelle du CCAG, le nombre de journées d'intempéries feront l'objet de constats contradictoires entre le maître d'œuvre et le Représentant de l'adjudicataire prévu au CCAG. Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

- Pluie : intensité limite 25 mm/24 heures - Durée limite 3 jours
- Neige : intensité limite 5 mm - Durée limite 1 jour
- Gel : intensité limite -5°C - Durée limite 5 jours
- Vent : 72 km/h

Pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

3. Pénalités pour retard

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

a. Retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement avec le calendrier détaillé d'exécution des travaux. Du simple fait de la constatation par le maître de chantier et le maître d'œuvre d'un retard de l'entreprise sur le calendrier détaillé d'exécution éventuellement augmenté du nombre de jours d'intempéries, l'adjudicataire encourt une retenue provisoire de 1/1500^{ème} du montant de son marché, avec un minimum de 125 € (cent vingt-cinq euros) H.T., par jour calendaire, qui sera retenue sur ses acomptes mensuels. Ces retenues provisoires deviendront des pénalités définitives si l'adjudicataire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier.

b. Nettoyage du chantier

Le refus de l'adjudicataire d'obtempérer aux injonctions du maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 125 € (cent vingt-cinq euros) H.T. par jour calendaire de retard. Par dérogation au CCAG la mise en régie sera prononcée sous un délai de 48 heures en cas de défaillance de l'adjudicataire.

c. Retard aux réunions

Tout retard non motivé de l'adjudicataire à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 35 € (trente-cinq euros) H.T.

d. Absence à une réunion de chantier

Toute absence non explicitée par un motif sérieux et plausible de l'adjudicataire à une réunion de chantier ou de coordination sécurité sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € (cent euros) H.T.

e. Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents en cours de chantier (Procès-verbaux de matériaux, plans d'exécution, notes de calculs, etc.) sera passible d'une pénalité de 25 € (vingt-cinq euros) H.T. par jour calendaire de retard.

4. Primes pour avance**a. Aucune prime d'avance**

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

5. Repliement et remise en état**a. Repliement inclus dans le délai d'exécution**

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, aussi bien à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur et aux abords. Il sera du à ce titre le nettoyage général des locaux et abords, l'enlèvement des gravois et la remise en état des extérieurs, voiries, trottoirs, espaces verts, plantations et réseaux divers qui auront été endommagés ou détériorés pendant l'exécution des travaux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le maître de l'ouvrage aux frais de l'adjudicataire, sans préjudice de l'application de pénalités.

6. Remise de documents après exécution**a. Délais de remise de documents après exécution**

Les plans et autres documents à fournir après réception par l'adjudicataire conformément au CCAG devront être remis au maître d'œuvre 2 mois au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux (et non de la date de réception).

b. Retard de remise de documents après exécution

En cas de retard de remise de plans et autres documents, une retenue égale à 120 € (cent vingt euros) H.T. sera opérée, dans les conditions stipulées au CCAG, sur les sommes dues à l'adjudicataire.

c. D.O.E.

En cas de retard de remise des plans et autres documents constituant des Dossiers d'ouvrages Exécutés (D.O.E.), une retenue de 750 € (sept cent cinquante euros) H.T. sera effectuée jusqu'à fourniture de ces documents.

d. Autres documents

Le jour des opérations préalables à la réception des ouvrages, l'adjudicataire devra la fourniture des documents tels que : notices de fonctionnement, notices d'entretien, Procès-verbaux des matériaux, etc. qui lui seront demandés. Au cas où les documents ne seraient pas fournis à la date ci-dessus, une retenue égale à 90 € (quatre-vingt-dix euros) H.T. par jour calendaire pourrait être appliquée à l'adjudicataire défaillant, si le maître de l'ouvrage considère que ce manquement bloque la réception de l'ouvrage.

e. Sécurité et protection de la santé

En cas de non-respect des délais fixés par aux articles ci-après, le titulaire encourt une pénalité fixée à 75 € (soixante-quinze euros) H.T. par jour calendaire, sans mise en demeure préalable par dérogation au CCAG.

V. Clauses de financement et de sureté

1. Retenue de garantie

a. Principe de la retenue de garantie

Une retenue de garantie de cinq pour cent (5 %) sera prélevée sur le montant de chaque acompte payé à l'adjudicataire. Cette retenue sera restituée à l'expiration de la période de garantie de l'ensemble des travaux conformément au CCAG travaux. Par dérogation, cette retenue de garantie peut être remplacée au gré de l'adjudicataire par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018. Conformément à celui-ci, il est précisé qu'en cas de présentation d'une garantie à première demande en substitution à la retenue de garantie, cette présentation doit intervenir impérativement, au plus tard, lors de la remise de la première demande de paiement. Passé ce délai, l'adjudicataire perd automatiquement le bénéfice de cette possibilité de substitution et la retenue de garantie s'applique de droit.

2. Avance forfaitaire

a. Généralités

Une avance forfaitaire sera versée au titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 Euros HT. Si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 5,00 % du montant initial du marché. Il est égal au produit de ces 5,00 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

b. Remboursement de l'avance en lot séparé

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des travaux, régie exclue, et des approvisionnements existant sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant du marché.

Pour le versement et le remboursement de l'avance forfaitaire, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

3. Avance sur le matériel

Aucune avance sur matériels ne sera versée à l'entrepreneur

VI. Provenance, qualité et contrôle des matériaux

1. Provenance des matériaux et produits

a. Renvoi au CCTP

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'adjudicataire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

a. Sans objet

3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

a. Sans objet

4. Matériaux fournis par le maître d'ouvrage

a. Sans objet

VII. Préparation, coordination et exécution des travaux

1. Période de préparation

a. Modalité des préparations

Conformément aux dispositions du CCAG, une période de préparation de deux mois est prévue à compter de la notification du marché et préalablement à la délivrance de l'ordre de service.

Durant cette période, l'adjudicataire, y compris ses co-traitants et sous-traitants, devra et suivant la catégorie établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque l'adjudicataire (co-traitants et sous-traitants compris). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S.

Dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation, il devra :

- établir et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux,
- établir et remettre au maître d'œuvre les plans de détail complémentaires, dans les conditions prévues au CCAG.

L'absence de remise au maître d'œuvre du plan d'hygiène et de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

2. Plan d'exécution, notes de calculs, études de détails

a. Plans remis par l'entrepreneur

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'adjudicataire et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'adjudicataire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Toutefois, pour les documents soumis au contrôleur technique, le maître d'œuvre ne donnera son visa qu'après avoir reçu instruction du maître d'ouvrage sur les suites à donner à l'avis du contrôleur technique.

3. Mesure d'ordre social

a. Emploi d'ouvriers d'aptitudes restreintes

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

a. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S."

b. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

c. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Libre accès du coordonnateur S.P.S. Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Obligations du titulaire. Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2.1 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet et de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

d. Obligations de l'adjudicataire titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

5. Travaux modificatifs imprévus

a. Travaux modificatifs et imprévus

En cours de chantier, des modifications peuvent être demandées par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou l'adjudicataire ou le contrôleur technique. Ces modifications feront l'objet d'une fiche de travaux modificatifs. Ces fiches de travaux modificatifs seront établies par le maître d'œuvre lors de réunions de chantier. Dès leur établissement, ces fiches seront diffusées à l'adjudicataire, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Dans le délai prescrit, l'adjudicataire retournera la fiche complétée par ses soins au maître d'œuvre qui la transmettra avec son avis au maître d'ouvrage. La décision du représentant légal du maître d'ouvrage sera notifiée à l'adjudicataire, cette notification vaudra ordre d'exécuter les travaux modificatifs. Les travaux modificatifs acceptés par la personne responsable du marché seront incorporés dans un avenant au marché.

En cas d'urgence à exécuter les travaux modificatifs ne permettant pas de respecter la procédure définie ci-dessus, le maître d'œuvre pourra prescrire l'exécution de ces travaux par ordre de service. La fiche de travaux modificatifs sera ensuite établie suivant la procédure ci-dessus et servira de base à l'application du CCAG. Tous travaux supplémentaires ou modifications qui n'auront pas fait l'objet d'une fiche de travaux dûment acceptée par le maître d'ouvrage ne pourront donner lieu à rémunération supplémentaire.

VIII. Contrôle et réception des travaux

1. Essais et contrôle des ouvrages

a. Essais et contrôles par un bureau de contrôle

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés sur le chantier, par un bureau de contrôle agréé en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages définies au CCTP.

2. Réceptions

a. Réception ensemble des travaux

Par dérogation au CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement. L'adjudicataire sera chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé au CCAG.

3. Documents fournis après exécution

a. Les modalités de présentation des documents à fournir après réception ne font l'objet d'aucune stipulation particulière

b. Documents à fournir par l'entrepreneur

L'adjudicataire est tenu de fournir en quatre (4) exemplaires papiers et en un (1) exemplaire numérique (CD-Rom ou clé USB) dont un pour le bureau d'études techniques, les documents mis à jour constituant les D.O.E. :

- plans conformes à l'exécution dont un contre-calque, avec notice intégrée au support expliquant les modifications au projet initial,
- notices de fonctionnement et d'entretien des différents appareils, etc ...

Ces documents seront remis au maître d'œuvre le jour des opérations préalables à la réception. Tout retard dans la fourniture de ces documents sera sanctionné par une retenue fixée précédemment.

4. Délais de garanties

a. Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le maître d'ouvrage lors de la réception de travaux. La durée est de 1 an à compter de la réception des travaux.

En cas d'insuffisance des notices de fonctionnement et d'entretien ou de retard dans leur remise, l'obligation de parfait achèvement à laquelle est soumis l'adjudicataire s'étend aux travaux rendus nécessaires pour remédier aux effets de l'usage, lorsque ces effets résultent d'erreurs ou de fausses manœuvres commises en raison des lacunes ou de l'absence des documents.

b. Garantie de bon fonctionnement

Elle s'applique aux éléments d'équipement "dissociables". La durée est de 2 ans à compter de la réception des travaux.

c. Garantie décennale

Elle s'applique pour tous les dommages qui :

- soit compromettent la solidité du bâtiment ;
- soit affectent les éléments d'équipement rendant le bâtiment impropre à sa destination (usage normal) ;
- soit affectent les éléments d'équipement "indissociables" (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés précédemment lorsque sa dépose, son démontage

ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage. La durée est de 10 ans à compter de la réception des travaux.

5. Garanties particulières

a. Garantie particulière d'étanchéité

L'adjudicataire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage l'adjudicataire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

b. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

L'adjudicataire garantit la bonne tenue du système de protection pendant un délai de 10 ans et son aspect pendant un délai de 5 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage l'adjudicataire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG fascicule 56 ou par le CCTG fascicule GPEM/PV.

c. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, vernis...) appliqué et son aspect pendant un délai de 3 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant un délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG, fascicule GPEM/PV.

d. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

L'adjudicataire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué et son aspect pendant un délai de 2 ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux. Cette garantie engage l'adjudicataire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTG, fascicule GPEM/PV - P.63.

6. Assurances

a. Justificatifs

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'adjudicataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une destruction des ouvrages avant réception ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code civil.

Au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

IX. Le délai de recours prévu pour accepter le décompte général

Suivant l'arrêté du 3 mars 2014 JO du 14 mars 2014 l'adjudicataire est informé que le délai de recours prévu à l'article 50 du CCAG est ramené à trente jours pour des raisons de cohérence des délais laissés au titulaire pour accepter le décompte général. Une procédure de révision a posteriori des prix afférents au solde du marché est instaurée pour permettre l'établissement du décompte général sans attendre la parution des derniers index réels de révision applicables au marché.

X. Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G. – Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et suivant de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article Article R2151-15 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

XI. Droit et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Orléans est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

XII. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations au C.C.A.G.- Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article III.5 déroge au C.C.A.G. – Travaux

L'article III.6 déroge au C.C.A.G. – Travaux

L'article IV.3.b déroge au C.C.A.G. – Travaux

L'article IV.6.e déroge au C.C.A.G. – Travaux

L'article V.1.a déroge au C.C.A.G. – Travaux

L'article VIII.2.a déroge au C.C.A.G. – Travaux

Dressé par : Anne HOSTALIER

Lu et approuvé

Représentant de la Maîtrise d'Ouvrage